



Union Départementale des Syndicats
Cgt-FORCE OUVRIERE
du Puy de Dôme

38 rue Raynaud – 63000 Clermont-Ferrand
04 73 92 30 33 – Fax : 04 73 90 62 66
email : udfo63@wanadoo.fr ou udfo63@gmail.com

Soutien total aux cheminots et à leurs revendications !
Pas touche au droit de grève !

L'Union Départementale FO du Puy de Dôme apporte son soutien total à la grève des contrôleurs SNCF en cours et à leurs revendications légitimes pour la revalorisation de leur métier.

L'Union Départementale FO du Puy de Dôme n'est pas dupe du jeu de ce gouvernement qui oppose les salariés.

L'union Départementale FO du Puy de Dôme dénonce le matraquage et les mensonges dont les cheminots font l'objet de la part du gouvernement et des médias.

L'Union Départementale FO du Puy de Dôme dénonce la direction de la SNCF qui, restant sourde aux revendications des contrôleurs, porte l'entière responsabilité de cette grève.

A travers cette grève c'est une attaque organisée contre l'ensemble des salariés. Le premier ministre Attal qui est immédiatement monté au créneau pour s'en prendre violemment au droit de grève déclare : « *Les Français savent que la grève est un droit* », mais « *aussi que travailler est un devoir.* »

Dans la foulée, le président du Sénat Gérard Larcher annonce faire inscrire au plus vite à l'ordre du jour du Sénat une proposition de loi sur le sujet. Déposé mercredi, ce texte prévoit d'octroyer au gouvernement un capital annuel de 60 jours d'interdiction de grève, réparti par décret dans une limite de quinze jours par période d'interdiction.

Plus largement, ce gouvernement de va-en-guerre ne cesse de remettre en cause les droits démocratiques et sociaux (loi immigration, droit du sol, AME...). Après déjà les remises en cause du droit de manifester cette nouvelle offensive cherche à museler les syndicats.

Nous ne nous laisserons pas faire !

Les agriculteurs qui ont cherché à bloquer Paris il y a quelques jours pour le droit de vivre de leur travail nous montrent la voix.

Soutien total aux contrôleurs de la SNCF !
Pas touche au droit de grève !

Nous appelons les syndicats à réunir les salariés pour discuter de cette situation et de l'organisation de la grève pour gagner.